

SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE  
NORD-EST

---

SOUS DIRECTION INVESTISSEMENT  
BUREAU OPERATION INFRASTRUCTURES CENTRE  
POLE MAITRISE D'ŒUVRE DE METZ

---

1, rue du Maréchal Lyautey – CS 92 005  
57044 METZ CEDEX 1

---

DAF N° : 2025\_000812

## **HASPELSCHIEDT – CAMP DE BITCHE DEMOLITION DU BATIMENT 0416**

### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

MAITRE DE L'OUVRAGE

MINISTERE DES ARMEES

## Table des matières

<b>Table des matières.....</b>	<b>2</b>
<b>DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE DG/1.- PRESENTATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
1.1.- Objet de l'opération .....	4
1.2.- Terrain d'emprise .....	4
1.3.- Description sommaire des ouvrages .....	4
1.4.- Travaux à réaliser .....	4
1.5.- Délais d'exécution .....	4
<b>ARTICLE DG/2.- CADRE GÉNÉRAL.....</b>	<b>5</b>
2.1.- Réglementation .....	5
2.2.- Obligations de l'entrepreneur .....	5
<b>ARTICLE DG/3.- DOCUMENTS .....</b>	<b>6</b>
3.1.- Documents joints .....	6
3.2.- Documents à fournir .....	6
<b>ARTICLE DG/4.- INSTALLATIONS DE CHANTIER.....</b>	<b>10</b>
4.1.- Généralités .....	10
4.2.- Installations et délimitation du chantier .....	10
4.3.- Accès .....	10
<b>ARTICLE DG/5.- PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION .....</b>	<b>10</b>
5.1.- Approvisionnement du chantier .....	10
5.2.- Mise en œuvre de source de chaleur .....	11
5.3.- Evacuation des gravois .....	11
5.4.- Protection des ouvrages existants .....	11
5.5.- Nettoyage.....	11
<b>ARTICLE DG/6.- GESTION DES DECHETS .....</b>	<b>12</b>
6.1.- Préambule .....	12
6.2.- Correspondant environnement et gestion des déchets de l'entreprise .....	12
<b>SECTION TECHNIQUE N°1 : DÉSAMIANTAGE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE DE/1.- DÉFINITION DES TRAVAUX .....</b>	<b>13</b>
1.1.- Description sommaire .....	13
<b>ARTICLE DE/2.- OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR.....</b>	<b>13</b>
2.1.- Réglementation applicable .....	13
2.2.- Certification.....	14
2.3.- DEMAT@MIANTE .....	14
2.3.1.- Obligations .....	14
2.3.2.- Contenu du PDRE .....	15
2.3.3.- Délais de transmission des PDRE.....	15
2.3.4.- Obligations des organismes certificateurs .....	15
<b>ARTICLE DE/3.- TRAVAUX DE DESAMIANTAGE .....</b>	<b>15</b>
3.1.- Evaluation initiale des risques .....	15
3.2.- Obligation du titulaire .....	15
3.2.1.- A la remise de l'offre .....	15
3.3.- Repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante.....	16

3.4.- Description des travaux de retrait ou d'encapsulage .....	16
3.5.- Essais et contrôles.....	16
3.6.- Objectif de résultats .....	17
3.7.- Transport et évacuation des déchets amiantés .....	17
<b>ARTICLE DE/4.- RESTITUTION DES LOCAUX APRES TRAVAUX.....</b>	<b>17</b>
<b>SECTION TECHNIQUE N°2 : DÉCONSTRUCTION.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE DEC/1.- DEFINITION DES TRAVAUX .....</b>	<b>18</b>
1.1.- Description sommaire .....	18
1.2.- Limites de prestation.....	18
1.3.- Données techniques de base .....	18
<b>ARTICLE DEC/2.- RESEAUX DIVERS.....</b>	<b>18</b>
2.1.- Réseau électrique.....	18
2.2.- Réseaux AEP .....	19
2.3.- Réseau EU.....	19
2.4.- Réseau téléphonique .....	19
2.5.- Réseau de chauffage primaire.....	19
<b>ARTICLE DEC/3.- DEPOSE ET RECUPERATION .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE DEC/4.- DEMOLITION.....</b>	<b>20</b>
4.1.- Généralités .....	20
4.2.- Débarras intérieur .....	20
4.3.- Plomb .....	20
4.4.- Travaux de démolition sélective .....	20
<b>ARTICLE DEC/5.- EXECUTION DES REMBLAIS .....</b>	<b>21</b>
5.1.- Zones démolies .....	21
5.2.- Zone voirie.....	21
5.3.- Zones espaces verts .....	22

## **DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE DG/1.- PRESENTATION DU MARCHÉ**

#### **1.1.- Objet de l'opération**

Le marché consiste au désamiantage puis déconstruction du bâtiment 0416 au camp de Bitche. Cette déconstruction permettra par la suite la construction d'un point de restauration.

#### **1.2.- Terrain d'emprise**

Le projet est prévu sur l'emprise militaire du camp de Bitche à Haspelschiedt (57230).

#### **1.3.- Description sommaire des ouvrages**

##### **1.3.1.- Historique**

Le bâtiment a été construit en 1932 et est de type rez-de-chaussée avec sous-sol. Il n'est plus utilisé activement depuis 2008. Des travaux de réfection ont été réalisés en 1996. Sa surface utile est d'environ 1 435 m<sup>2</sup>. Suite à la tempête de 2019, un peu plus de la moitié du toit a été rénové.

##### **1.3.2.- Données de base**

- Zone climatique : H1 ;
- Zone sismique : 1 ;
- Neige : C1 ;
- Altitude : 305m.

#### **1.4.- Travaux à réaliser**

Les travaux comprennent :

- Les travaux de désamiantage du bâtiment 0416 ;
- Les travaux démolition par déconstruction du bâtiment 0416.

#### **1.5.- Délais d'exécution**

Pour les travaux à réaliser, les délais prévoient :

- quatre (4) mois de période de préparation ;
- quatre (4) mois de période de travaux.

## **ARTICLE DG/2.- CADRE GÉNÉRAL**

### **2.1.- Réglementation**

Les prestations relatives au présent marché public sont exécutées conformément aux :

- présent CCTP et ses annexes ;
- Code de l'environnement ;
- Recommandation T2-2000 de janvier 2001 (et ses mises à jours au moment de la remise d'offre ;
- Directive européenne 1999/31/CE du 26 avril 1999 ;
- Circulaire interministérielle du 15 février 2000.

### **2.2.- Obligations de l'entrepreneur**

Le titulaire assure envers le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre une obligation de résultat et qu'il choisit en conséquence les moyens qu'il juge utiles pour les prestations dues. Il s'engage dans le cadre des prestations à :

- Respecter la législation et la réglementation en vigueur ;
- Exécuter, comme étant intégré dans son offre de prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession nécessaires et indispensables pour le complet et parfait achèvement des travaux ;
- Tenir compte dans l'établissement de son prix, des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur constatées dans le dossier de consultation ;
- Réaliser les travaux dans les règles de l'art : cela concerne l'ensemble des fournitures, prestations et obligations prévues dans le présent CCTP ;
- Prévoir toutes sujétions, accessoires et équipements nécessaires pour garantir une installation cohérente en termes de fonctionnement, de sécurité et d'entretien ;
- Apprécier l'importance et la nature des travaux et de proposer à la remise des offres, grâce à ses connaissances professionnelles, les modifications qui s'imposent pour obtenir une réalisation correcte des travaux ;
- Aviser le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) de la non-conformité de certaines prestations, prévues dans le marché avant leur exécution. Toute non-conformité qui serait due, soit à une modification de la réglementation depuis la remise de l'offre, soit à une anomalie du cahier des charges techniques, doit être portée par écrit par l'entrepreneur en annexe à la proposition de base, qui elle, doit rester conforme au cahier des charges techniques ;
- Se conformer aux règlements intérieurs du site ;
- Assurer la propreté du chantier, des abords et des accès ;
- Se présenter aux réunions de chantier ;
- Garantir la provenance et la qualité des matériaux.

En aucun cas, l'entrepreneur ne peut arguer de l'imprécision des pièces fournies, ou d'omissions pour refuser d'exécuter dans le cadre de son marché tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement de ses installations.

Il est porté à l'attention du titulaire du marché que toutes les caractéristiques chiffrées ou non sont données à titre indicatif et qu'il lui appartient de les confirmer en fournissant toutes les notes de calculs ou documents nécessaires.

**2.2.1.- Visite préalable**

Le titulaire doit avoir pris connaissance avant d'établir son offre des lieux sur lesquels sont réalisées les prestations définies au marché.

Il ne pourra pas invoquer, après notification du marché, la méconnaissance de telle ou telle caractéristique des lieux.

Lors de la visite préalable, l'entreprise pourra, à ses frais, effectuer des analyses qu'elle juge nécessaire afin de rédiger son offre.

**ARTICLE DG/3.- DOCUMENTS****3.1.- Documents joints****3.1.1.- Documents graphiques**

Numéro de plan	Intitulé
01	Plan de situation et d'ensemble du camp – Nomenclature des plans
02	Plan de masse partiel des réseaux – état actuel
03	Plan de masse partiel des réseaux – état futur
04	Plan des niveaux : Sous-sol et Rez-de-chaussée – état actuel
05	Plan de couverture – état actuel
06	Plan des façades – état actuel
07	Plan de coupes – état actuel
08	Planche et repérages photos
09	Plan topographique de la zone

**3.1.2.- Diagnostiques**

Intitulé
Rapport de repérage du plomb avant démolition
Rapport de repérage amiante avant démolition d'un immeuble bâti
Rapport de prélèvement et d'analyse pour recherche d'HAP dans les enrobés
Diagnostic relatif à la gestion des Produits, Equipements, Matériaux et Déchets (PEMD) issus de la démolition ou rénovation d'un bâtiment

**3.1.3.- Note complément d'informations**

### **3.2.- Documents à fournir**

En complément des documents indiqués au CCAP, les documents suivants sont à fournir par le titulaire du marché. La non fourniture des documents fera l'objet de pénalités définies au CCAP.

Les plans d'exécution, détails et schémas, seront obligatoirement réalisés sous DAO, au format DGN ou DWG 2007/2008/2009, en respectant l'annexe « notice pour l'établissement de relevés graphiques à intégrer sur D.A.O ».

#### **3.2.1.- Pendant la période de préparation**

- Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) définitif ;

Conformément à la réglementation en vigueur, le titulaire vérifiera si les sites vers lesquels les déchets sont expédiés sont dûment autorisés à les réceptionner et à les traiter. Pour ce faire, avant toute expédition de déchets, le titulaire demandera aux prestataires déchets leurs arrêtés préfectoraux concernant leurs sites, ou à défaut ceux des sites vers lequel ils comptent acheminer les déchets, que ce soit par leurs propres moyens, ou en ayant recours à des moyens de collecte d'une société extérieure. L'ensemble des documents sera transmis au Maître d'ouvrage.

- Plans de Démolition, de Retrait ou d'Encapsulage amiante (PDRE) ;

Le PDRE sera à saisir sur la plateforme DEMAT@MIANTE. Toujours via ladite plateforme, le titulaire transmettra le PDRE à :

- Maître d'œuvre ;
- Maître d'ouvrage ;
- inspection du travail (CGA/IS/ITA) ;
- CARSAT ;
- OPPBTP ;
- agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale ;
- Médecine du travail ;

Le titulaire sera tenu de compléter ou de modifier le PDRE autant de fois que nécessaire suite aux observations qui pourraient être formulées par les personnes ou les organismes auxquels il doit être soumis.

Aucune intervention ne pourra être entreprise avant que l'entrepreneur soit en possession du document approuvé sans observations ni réserves.

Une copie du document définitif approuvé devra être remise au Maître d'œuvre.

Le titulaire du présent marché pourra être tenu responsable de tout retard causé par un PDRE rejeté, et les pénalités de retard prévues seront alors appliquées.

Seront joints au PDRE :

- le nom des personnels de l'entreprise, leurs qualifications, précisant la formation reçue et l'organisme formateur, la date de la dernière visite médicale, le certificat médical de non contre-indication au travail sur l'amiante datant de moins d'un an au moment des travaux ;
- une note précisant le mode de conditionnement et de transport des déchets ;
- une note précisant les lieux d'élimination des déchets (certificat d'acceptation préalable) ;

- les fiches d'autocontrôle ;
- un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- les procès-verbaux de consignation des fluides et énergies (électricité, chauffage, plomberie) fourni par le Maître d'ouvrage ;
- le planning prévisionnel des travaux ;
- le plan des installations de chantier ;
- les attestations de formation ADR et le cas échéant les coordonnées du conseiller ADR de l'entreprise ;
- le document d'information préalable déchets (DIP) ;
- un certificat d'acceptation préalable des déchets pour une installation dument autorisée.

Les documents doivent être soumis au visa du MOE en deux (2) en version dématérialisée par courriel. Leur non-fourniture fait l'objet de pénalités définies au CCAP.

### 3.2.2.- Avant l'exécution

- les valeurs des différents points 0 ;
- le PV de vérifications électriques des installations de chantier ;
- le schéma d'implantation des différents matériels (accompagné de certificat d'agrément).
- tous les justificatifs, documents, plans et renseignements demandés par le représentant du Maître d'œuvre.

Pour diverses raisons, en cours d'exécution, il peut être nécessaire de modifier certaines dispositions figurant dans le projet initial. Dans ce cas, le titulaire doit signaler tous changements jugés utile d'apporter au projet et adresser toutes propositions au Maître d'Œuvre.

### 3.2.3.- En cours d'exécution

Les différents registres à jour sont tenus à disposition sur le chantier (contrôle empoussièrement, entrée/sortie, contrôles aérauliques, intégrité du confinement, déchets, etc...).

- les bordereaux de suivi des déchets amiantés (BSDA) pendant le désamiantage ;
- les bordereaux de suivi des déchets (BSD) à la fin de chaque mois ;

Ces documents sont complétés et signés par les différents acteurs et conformément aux prescriptions du marché public.

Ils sont soumis au visa du MOE en version dématérialisée par courriel électronique.

La non remise des bordereaux de suivi des déchets (BSD) fait obstacle à la réception des travaux.

Lorsque le titulaire transporte lui-même les déchets ou qu'il a recours à un transporteur, il devra fournir au MOE le récépissé de déclaration préalable pour le transport des déchets ou l'autorisation de transport de déchets dangereux. A défaut, le titulaire devra apporter la preuve que le transporteur rentre dans les catégories d'exemption.

La non remise des documents ci-dessus est soumis à pénalités fixées au CCAP.



### 3.2.4.- Après achèvement des travaux

Avant la réception définitive des travaux, l'entreprise doit fournir son Dossier des Ouvrages Exécutés comprenant notamment :

- Les notes de calcul ;
- Les plans de récolement (et notamment les plans des réseaux) ;
- les BSD et BSDA ;
- les tonnages valorisés ;
- le taux de valorisation matière par nature de déchet ;
- le taux global de valorisation matière au niveau du chantier ;
- un document présentant par nature de déchets, la liste des filières utilisées pour les déchets produits par, le chantier, leur implantation, leur autorisation d'exploitation, et leur taux de recyclage/valorisation.

Le titulaire devra les documents permettant la mise à jour du DTA et de la fiche récapitulative amiante à jour au format excel conforme au modèle de l'annexe 10

Le titulaire devra également la remise d'un rapport final d'intervention comprenant :

- Le PDRE et les éventuels additifs ;
- Le journal de chantier ;
- Le recueil des PV et analyses, consignations (mesures libératoires, rapport visuel...) ;
- Les CAP des déchets ;
- Les BSDA des déchets ;
- Les certifications d'élimination des déchets ;
- Le PV de réception et de levée des réserves ;
- Un plan faisant apparaître les zones où ont été retirées les MCA.

Ce rapport final d'intervention fera également état :

- Des tonnages initiaux par type de déchets et du bilan en termes de traitement (réemploi, réutilisation, recyclage, valorisation matière, valorisation énergétique, élimination) et justifiera les écarts constatés ;
- De la manière dont les déchets ont été gérés au niveau du stockage temporaire et de l'enlèvement/expédition vers les exutoires intermédiaires et finaux ;
- Il regroupera l'ensemble des documents relatifs à l'organisation documentaire exigée dans le cadre du chantier qui constituera une pièce du dossier des ouvrages exécutés ;

Une attention toute particulière sera apportée au regroupement des informations relatives à la prévention et à la gestion des déchets dangereux issus du chantier.

#### **La non fourniture du rapport final d'intervention fera obstacle à la réception.**

Le titulaire devra remettre le rapport en trois (3) exemplaires (1 papier et 2 informatique sur clé USB) au Maître d'œuvre.

Les documents présentés seront reliés, accompagnés d'une page de garde rappelant l'intitulé du marché et du sommaire. Les éventuelles photocopies composant ces documents seront de bonne qualité afin de permettre leur exploitation.

## **ARTICLE DG/4.- INSTALLATIONS DE CHANTIER**

### **4.1.- Généralités**

Le titulaire du marché est responsable de l'organisation, de la sécurité et de l'hygiène du chantier dans les conditions définies au CCAP, pour les deux (2) sections techniques et toute la durée du chantier.

Les installations spécifiques liées aux travaux dangereux (amiante) sont dues à la section technique n°1.

### **4.2.- Installations et délimitation du chantier**

Les installations de chantier consistent en la mise en place de :

- La signalisation du chantier par des panneaux « chantier interdit au public » ;
- Toutes les dispositions pour limiter l'impact du chantier sur l'environnement ;
- Toutes les clôtures de chantier : la délimitation du chantier est définie en accord avec le corps support de l'emprise concernée et le plan d'installation général de chantier est soumis à l'approbation du Maître d'œuvre ;
- L'ensemble du cantonnement équipé de bungalows (sanitaires, réfectoire, vestiaire et salle de réunion de chantier etc...) pour l'ensemble des travaux, conformément au PGC ;
- Les installations communes des sanitaires et vestiaires, pour le personnel féminin et masculin, conformément à la réglementation du code du travail prenant en compte l'effectif total de l'ensemble des lots et sur la durée totale du chantier ;
- L'alimentation des installations électriques de chantier, répondant aux règles de la section 704 de la NF C 15-100 ;

Le chantier est rendu « clos et inaccessible » à toute personne étrangère au chantier à chaque fin de journée.

Les installations sont conformes au plan général de coordination (PGC) et ne peuvent être démontées qu'après complet achèvement des travaux de la totalité de l'opération.

### **4.3.- Accès**

Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de contrôle primaire (CPR) avec un retour validé.

L'entrepreneur doit se référer aux articles au CCAP.

## **ARTICLE DG/5.- PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION**

### **5.1.- Approvisionnement du chantier**

L'entrepreneur doit assurer le transport de toutes les marchandises à pied d'œuvre (à prévoir dans les délais du planning prévisionnel). L'accès au chantier se fait depuis l'entrée principale de l'emprise (voir plan n°01).

### **5.2.- Mise en œuvre de source de chaleur**

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder...) doit être précédé de la remise au Maître d'œuvre d'une fiche indiquant :

- La nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
- Les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie.
- Les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

Ils sont soumis, dans des cas particuliers, à autorisation du Maître d'œuvre et à l'élaboration d'un permis de feu.

### **5.3.- Evacuation des gravois**

Ces gravois feront l'objet d'un tri sélectif de la part du titulaire et de ses sous-traitants.

La location des bennes et l'évacuation de tous les gravois vers un centre de valorisation des déchets autant de fois que nécessaire, comprenant chargements, manutentions, transports, déchargements, frais de taxe, sont à la charge du titulaire pendant toute la durée des travaux.

Le retrait des déchets dangereux (matériaux amiantés) est traité à la section technique n°1 du présent marché.

### **5.4.- Protection des ouvrages existants**

Le titulaire de chaque lot doit toutes les protections et mesures de conservations utiles aux ouvrages et équipements conservés.

Toutes constatations de dégradations imputées au chantier nécessitent une remise en état à la charge de l'entrepreneur.

### **5.5.- Nettoyage**

Il appartient au titulaire du marché, le nettoyage de ses ouvrages et à l'évacuation de ses déchets sauf les déchets amiantés qui seront à la charge de la section désamiantage :

Il doit pour le nettoyage final :

- L'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place y compris les emballages et déchets divers dus aux travaux ;
- Le nettoyage des ouvrages ou équipements qui étaient protégés, jusqu'à la réception des travaux et de l'ensemble du chantier ;
- Le balayage et dépoussiérage de toutes les surfaces, matériels et matériaux ;
- Le nettoyage des abords et des trajets, à l'intérieur du quartier, emprunté par les véhicules de ou des entreprises ;
- Le nettoyage des matériels et matériaux.

La propreté du chantier et de ses accès est constamment maintenue pendant toute la durée du chantier et ne doit en aucun cas, du fait de négligence ou de toutes autres causes, créer des nuisances aux alentours du chantier.

Le nettoyage final est obligatoirement réalisé une fois l'ensemble des travaux achevés.

**Nota :** Cette liste ne doit pas être considérée comme exhaustive par le titulaire qui doit, suivant l'état en fin de chantier, en tenir compte pour livrer leurs travaux et accès en parfait état de propreté dès leurs réceptions.

## **ARTICLE DG/6.- GESTION DES DECHETS**

### **6.1.- Préambule**

Le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne :

- les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions ;
- ainsi que les équipements de protection individuelle et de chantier mis en œuvre dans le cadre du chantier de démolition/déconstruction.

### **6.2.- Correspondant environnement et gestion des déchets de l'entreprise**

Le correspondant environnement et gestion des déchets de l'entreprise assiste le MOE et assure la coordination du chantier en matière d'environnement ainsi que tous les contrôles y afférent. Il est le garant du respect des exigences du CCTP en matière d'environnement.

Il participe à toutes les réunions de chantier.

Il met en place l'organisation nécessaire pour la gestion des déchets (dépose sélective, tri, valorisation des déchets...).

Il contrôle :

- Le suivi de la dépose sélective ;
- L'installation du matériel, des bennes ou conteneurs, de leur accessibilité et la signalétique en vue du tri ;
- Le contrôle des bordereaux de suivi et registre de suivi des déchets ;
- L'évaluation et le suivi en continu des quantités de matériaux réellement traités par filières ;
- L'évacuation régulière des déchets pour la bonne tenue du chantier (débordements interdits, contenant adapté, zone de stockage définie en phase préparation respectée).

Il établit et fournit l'ensemble des documents de traçabilité suivant :

- Le SOGED ;
- Les bordereaux de suivi des déchets à la fin de chaque mois ;
- Les bons de pesée ou bon d'enlèvement ;

Il signale suivant les modes de communication précisés au CCAP au Maître d'œuvre (ou MOU), toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque ou dysfonctionnement concernant les clauses environnementales.

## **SECTION TECHNIQUE N°1 : DÉSAMANTAGE**

### **ARTICLE DE/1.- DÉFINITION DES TRAVAUX**

#### **1.1.- Description sommaire**

Le titulaire doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations de désamiantage prévus au marché subséquent.

Les travaux intègrent :

- les démolitions (ou curage) préalables ;
- la préparation des zones de travail, de retrait ou d'encapsulage de tous les matériaux contenant de l'amiante, y compris les opérations de restitution du bâtiment ;
- les contrôles internes et externes ;
- le conditionnement, le transport et le traitement des déchets, y compris les opérations de chargement/déchargement.

Le titulaire du marché devra réaliser le retrait ou d'encapsulage de l'ensemble des éléments amiantés relevés dans le « Rapport de repérage amiante avant démolition d'un immeuble bâti ».

### **ARTICLE DE/2.- OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR**

#### **2.1.- Réglementation applicable**

Le titulaire est responsable de l'exécution du contrat et du mode opératoire qu'il met en œuvre. Il procède à l'exécution de sa mission en respectant l'ensemble des dispositions fixées par la réglementation en vigueur et notamment les documents suivants :

- Code du travail, articles R.4412-97 à R.4412-124 (dispositions communes à toutes les activités à risque), articles R.4412-144 à R.4412-148 (dispositions particulières sous-section 4) ;
- Arrêté du 19 août 2011 : accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Arrêté du 23 février 2012 (formation) ;
- Arrêté du 14 août 2012 : conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, respect de la VLEP, accréditation des laboratoires ;
- Arrêté du 7 mars 2013 : choix, entretien et vérification des équipements de protection individuelle (EPI) ;
- Arrêté du 8 avril 2013 : règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective (MPC) ;
- ED 6262 (interventions d'entretien de de maintenance susceptibles d'émettre des fibres d'amiante) et ED 6142 (travaux en terrain amiantifère – opérations de génie civil de bâtiments et de travaux publics) de l'INRS, ministère du travail, OPPBTP ;
- Programme n°144 du COFRAC.

## **2.2.- Certification**

Le titulaire devra obligatoirement être détenteur de la qualification « Qualibat n°1552 ».

## **2.3.- DEMAT@MIANTE**

**Les entreprises chargées du désamiantage doivent obligatoirement respecter les procédures décrites dans le décret n°2022-1748 du 30 décembre 2022 relatif à la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage d'amiante intitulée « DEMAT@MIANTE ». Elles doivent aussi respecter les objectifs de la plateforme DEMAT@MIANTE, les fonctionnalités d'élaboration et de transmission des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage et de leurs avenants et informations, conformément à l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif à la plateforme DEMAT@MIANTE, ainsi que des avenants et informations s'y rapportant ainsi que de déclarations aux organismes certificateurs en vue de la programmation d'opérations de surveillance dite DEMAT@MIANTE.**

**Lorsque l'opération est effectuée sur une emprise relevant de l'autorité du ministère, l'entreprise titulaire attribuera la compétence d'examen du PDRE à l'Inspection du Travail des Armées (ITA).**

**À savoir, qu'il existe le cas échéant la possibilité pour les services d'inspection de droit commun de réorienter un PDRE qui s'avèrerait relever de la compétence de l'ITA, et vice et versa, car réceptionné par erreur (les travaux débutent une fois le PDRE valide sur la plateforme DEMAT@MIANTE).**

Les entreprises certifiées dans le cadre de la réalisation de travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante ou de matériaux, d'équipements, de matériels ou d'articles en contenant, devront obligatoirement utiliser la plate-forme DEMAT@MIANTE pour les démarches suivantes :

- Établir un PDRE pour chacune de leurs opérations de retrait, d'encapsulage d'amiante et le transmettre aux services de contrôle et de prévention compétents (l'Inspection du travail, la Carsat/Cramif et l'OPPBT) ainsi qu'à leurs organismes certificateurs
- Etablir et transmettre les dernières versions des PDRE, en cas de modifications, aux services de contrôle et de prévention compétents ainsi qu'à leurs organismes certificateurs ;
- Déclarer auprès des organismes certificateurs la liste mensuelle de leurs opérations de retrait ou d'encapsulage d'amiante, en cours ou planifiées, ainsi que les plannings de travaux s'y rapportant et toute éventuelle modification les concernant.

### **2.3.1.- Obligations**

L'entreprise devra désigner un référent en interne. Il aura le statut d'administrateur sur la plate-forme et devra créer le compte de son entreprise. Le référent se verra attribuer d'un identifiant technique. L'entreprise devra transmettre obligatoirement certaines informations. Elle devra aussi actualiser les données en cas d'évolution de la certification.

Le PDRE ne pourra être transmis seulement par le référent de l'entreprise certifiée, ou par les personnes titulaires d'un compte utilisateur créé par le référent. Ils sont aussi en charge des avenants et devront renseigner les champs de saisie demandés par la plate-forme.

### 2.3.2.- Contenu du PDRE

L'article R.4412-133 du code du travail liste des données qui devront obligatoirement être contenues dans le PDRE. Le PDRE devra aussi obligatoirement mentionner :

- Les mesures à fin de secours de personnes en cas de blessé léger ou nécessitant les secours extérieurs ;
- Les mesures de repli des installations et de restitution du site de l'opération, en précisant le cas échéant les modalités de décontamination des outillages, matériels et matériaux.

### 2.3.3.- Délais de transmission des PDRE

Les PDRE seront transmis via la plate-forme DEM@TAMIANTE. Ils devront être transmis au moins 30 jours avant la date de démarrage des travaux.

Les PDRE seront transmis à :

- à l'agent de contrôle des services d'inspection du travail dont le ressort territorial est celui du lieu des travaux programmes ;
- aux organismes de sécurité sociale (Carsat/Cramif) ;
- et à l'OPPBTP pour les entreprises ou établissements cotisant aux caisses de congés et d'intempéries du BTP.

### 2.3.4.- Obligations des organismes certificateurs

Les déclarations obligatoires se feront aussi sur la plate-forme DEMAT@MIANTE. Elles consistent en des informations nécessaires aux organismes certificateurs pour la programmation de leurs opérations de surveillance, conformément à ce qui est prévu dans les normes NF X 46-010 et NF X 48-011.

## **ARTICLE DE/3.- TRAVAUX DE DESAMANTAGE**

Les travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante seront réalisés conformément aux articles R.4412-125 à R.4412-143 du Code du Travail.

### **3.1.- Evaluation initiale des risques**

L'entreprise responsable de la réalisation des travaux, en tant qu'employeur, réalise son évaluation des risques conformément à l'article L.4121-2 du code du travail.

### **3.2.- Obligation du titulaire**

#### 3.2.1.- A la remise de l'offre

Le titulaire fournira l'extrait du document unique de l'entreprise faisant apparaître la liste de ses processus validés et pour chacun d'eux, le niveau d'empoussièrement estimé, les moyens de protection individuelle et collective prévus permettant de réduire le niveau d'exposition des opérateurs.

- le certificat en cours de validité (étape probatoire au minimum) délivré par un organisme certificateur accrédité COFRAC. Les secteurs d'activité et le niveau

d'empoussièrément visés par la certification devront être compatibles avec les travaux à réaliser.

### **3.3.- Repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante**

Les diagnostics amiante avant travaux et les diagnostics techniques amiante ont révélé :

- Conduits, conduit de ventilation ;
- Plafonds de l'ensemble du bâtiment ;
- Enduits lissés, projetés ou talochés de la zone cuisine ;
- Enduit (assise de ferme) ;

Tout autre équipement mentionné dans le rapport sera à prendre en compte.

### **3.4.- Description des travaux de retrait ou d'encapsulation**

L'entreprise doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations de retrait ou d'encapsulation des Matériaux et produits Contenant de l'Amiante (MPCA), en particulier :

- la rédaction des divers dossiers, PDRE, notices, consignes de sécurité et du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- le dépoussiérage complet des zones à décontaminer préalablement au confinement ;
- les démolitions ou curages préalables au retrait ou d'encapsulation ;
- le nettoyage de zones concernées préalablement au retrait ou d'encapsulation des matériaux amiantés ;
- la mise en place des moyens de protection collective conformément aux exigences de l'arrêté du 8 avril 2013 ;
- la mise en place des moyens de protection individuelle conformément aux exigences de l'arrêté du 7 mars 2013 ;
- l'aménagement des accès et la mise en place d'un balisage de chantier adapté au retrait ou d'encapsulation de l'amiante et conforme à la réglementation ;
- la consignation des installations électriques situées dans l'emprise des travaux, par un électricien habilité ;
- la neutralisation de tous les réseaux hydrauliques à l'intérieur du bâtiment ;
- le retrait ou le confinement de tous les matériaux et produits contenant de l'amiante ;
- les contrôles en cours de travaux ;
- le nettoyage total du site, la remise en état des emprises et des abords ;
- le démontage du confinement et des protections ;
- le conditionnement des déchets ;
- le transport des déchets ;
- l'évacuation des matériaux déposés vers des filières adaptées ;
- la réalisation de l'ensemble des contrôles et prélèvements réglementaires par organismes agréés.

Cette liste n'est aucunement exhaustive, le titulaire devant tous les contrôles conformes aux réglementations en vigueur et à l'obligation de résultat imposée dans le cahier des charges.

### **3.5.- Essais et contrôles**

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter tous les contrôles et essais de qualité sur le chantier par une société spécialisée.



La nature des essais et des contrôles à charge de l'entreprise sont :

- la mesure de l'**état initial** (point 0) de l'empoussièrement de l'air en fibres d'amiante ;
- les mesures de l'empoussièrement dans la **zone environnant le chantier** et dans les locaux adjacents ;
- les mesures de l'empoussièrement au **poste de travail** ;
- le contrôle de la dépression ;
- les tests de fumée ;
- le nettoyage après travaux de retrait des matériaux contenant de l'amiante ;
- les analyses **libératoires** de 1ère restitution ;
- la première étape de l'**examen visuel** (auto-contrôle).

### **3.6.- Objectif de résultats**

En dehors de la zone confinée ainsi qu'à l'issue des travaux, le taux en fibres d'amiante dans l'air doit être inférieur ou égal à la plus faible des valeurs suivantes : 5 fibres par litre ou les résultats des mesures « point zéro ».

### **3.7.- Transport et évacuation des déchets amiantés**

Le transport sera effectué selon la réglementation en vigueur pour ce genre de déchets.

Les frais de transport et d'élimination des déchets amiantés seront à la charge du titulaire du présent marché.

Les déchets amiantés seront acheminés vers un centre de traitement agréé et les BSDA seront fournis au Maître d'œuvre avant la réception du marché.

## **ARTICLE DE/4.- RESTITUTION DES LOCAUX APRES TRAVAUX**

A l'issue des travaux de désamiantage, l'entreprise effectuera le nettoyage complet des locaux et zones.

La restitution interviendra uniquement après les étapes suivantes :

- Evacuation des matériels de l'entreprise ;
- Réception de la totalité des bordereaux de suivi de déchets amiante (BSDA) ;
- Mesures libératoires validées (empoussièrement et examen visuel) ;
- Remise en état de la totalité des zones mise à disposition de l'entreprise.

Conformément au décret du 04 mai 2012, l'entreprise remettra un rapport final d'intervention.

## **SECTION TECHNIQUE N°2 : DÉCONSTRUCTION**

### **ARTICLE DEC/1.- DEFINITION DES TRAVAUX**

#### **1.1.- Description sommaire**

La présente section technique consiste à déconstruire l'ensemble du bâtiment 0416 et ses dalles environnantes.

Ce marché inclura également la prestation annexe suivante :

- Le remblaiement des terrains avec de la terre végétale et des gravats concassés pour rattraper le niveau des terrains naturels.

#### **1.2.- Limites de prestation**

Les travaux comprennent :

- Les études d'exécution.
- Les travaux préparatoires.
- L'amenée, l'établissement, l'enlèvement de tous les appareils, et de tous les engins nécessaires.
- L'enlèvement et l'évacuation de tous les déchets provenant des travaux.
- La réalisation des remblaiements décrits dans le présent cahier des charges.

#### **1.3.- Données techniques de base**

Les produits issus des démolitions seront triés, stockés pour remblais et le surplus sera stocké dans des bennes et évacués.

La location des bennes et l'évacuation de tous les produits non utilisés se fera vers un centre de valorisation ou de traitement des déchets, autant de fois que nécessaire, sont à la charge du titulaire du marché pendant toute la durée des travaux (comprenant les conditionnements, chargements, manutentions, transports, déchargements, frais de taxe).

Les déchets industriels feront l'objet de bordereaux de suivi dont l'élaboration incombe au titulaire du marché. Ces bordereaux seront remis au Maître d'œuvre.

### **ARTICLE DEC/2.- RESEAUX DIVERS**

#### **2.1.- Réseau électrique**

En préliminaire aux travaux de déposes et de démolitions, le titulaire devra s'assurer de la neutralisation des réseaux électriques du bâtiment 0416 et leur consignation, au niveau du poste repéré « TRANSFO 400 KVA » sur le plan 02.

Le câblage sera déposé du bâtiment 0416 jusqu'au poste, le disjoncteur associé sera également déposé.

## **2.2.- Réseaux AEP**

Le titulaire devra :

- La fermeture des vannes V1 et V2 repérées sur le plan 02 ;
- La dépose des réseaux :
  - de V1 au bâtiment 0416 ;
  - de V2 au bâtiment 0416 ;
- La dépose des regards R1, R2, R3, R4 ;
- La réalisation de bouchons par plaque pleine (B1 et B2) au niveau des vannes V1 et V2 et d'un masque au niveau du regard R5.

## **2.3.- Réseau EU**

Le titulaire devra :

- La dépose des réseaux entre les regards R1, R2, R3, R4 et R5 ;
- La dépose des regards R1, R2, R3, R4 ;
- La réalisation d'un masque du regard R5.

## **2.4.- Réseau téléphonique**

Le titulaire devra :

- la dépose du réseau téléphonique (gaine et câble) entre le bâtiment 0416 et la baie informatique du bâtiment 0415.

## **2.5.- Réseau de chauffage primaire**

Le titulaire devra :

- la dépose du réseau de chauffage du point B3 au bâtiment 0416 ;
- la réalisation d'un bouchon au point B3 par obstruction de la canalisation.

## **ARTICLE DEC/3.- DEPOSE ET RECUPERATION**

Le titulaire devra la dépose des bacs aciers et éléments de toitures (skydomes, etc.) désignés sur le plan n°05.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par le titulaire aux emplacements qui leur seront indiqué en temps utile ; le titulaire comprendra dans son offre le transport des matériels dans un rayon de quatre kilomètres.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, le titulaire aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis au titulaire qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

## **ARTICLE DEC/4.- DEMOLITION**

### **4.1.- Généralités**

Le titulaire devra se conformer aux règles et règlements en vigueur relatifs aux travaux de démolition et à la sécurité des personnels.

Les frais d'échafaudages, étais... nécessaires à l'exécution des travaux sont compris du présent marché.

L'emplacement de tous les ouvrages à démolir ou à déposer figure sur les plans. Une indication des limites de prestations est présente sur le plan n°04. Afin d'éviter toute contestation possible, l'entrepreneur devra effectuer, en complément des indications données dans le présent article, la comparaison entre les plans états actuels et états futurs.

Toutes les sujétions d'évacuation des déchets seront réalisées conformément à l'article ARTICLE DG/6.-.

#### **4.1.1.- Le chantier à faible nuisance**

Pour réaliser ces démolitions, un chantier à faible nuisances sera mis en œuvre. Le chantier à faible nuisance est l'assurance de la réalisation d'une démolition qui optimise la gestion des déchets, qui respecte l'environnement, qui permet la maîtrise des nuisances pour les riverains et le personnel de chantier. Le chantier à faible nuisance consiste à organiser le management environnemental du chantier.

### **4.2.- Débarras intérieur**

L'entreprise devra en premier lieu nettoyer l'ensemble des bâtiments à démolir et évacuer les encombrants laissés à l'intérieur.

Un pré tri sera réalisé sur place sur les éléments à évacuer et ces derniers seront entreposés dans les bennes prévues à cet effet sur les aires de stockage.

L'entreprise procédera à leur évacuation ou élimination selon les filières les plus adaptées (recyclages, installations de stockage, incinération avec valorisation énergétique).

### **4.3.- Plomb**

Sans objet ; se référer au « Rapport de repérage du plomb avant démolition ».

### **4.4.- Travaux de démolition sélective**

#### **4.4.1.- Objectif recherche**

L'objectif de la déconstruction sélective est de séparer les déchets spécifiques de l'opération afin d'éviter les mélanges induisant un surcoût de traitement pour le Maître d'Ouvrage.

Dans ce cadre, le titulaire doit mettre l'ensemble des moyens nécessaires pour satisfaire une obligation de résultat aboutissant à une déconstruction de l'ensemble des matériaux classés en DIB et DIS.

Ainsi, à l'issue de la déconstruction sélective, le titulaire ne doit avoir à trier que les matériaux inertes, la ferraille, le bois (charpente des couvertures, planchers, etc.), ...

#### **4.4.2.- Déconstruction – tri sélectif**

La déconstruction et le tri sélectif des matériaux sont réalisés en fonction des filières aval de traitement et de recyclage.

Sont triés sélectivement au minimum :

- Les déchets inertes (DI) ;
- Les déchets industriels banals autres que les emballages (DIB) ;
- Les emballages recyclables ;
- Les déchets industriels spéciaux (DIS).

Préférentiellement on distinguera :

- Les déchets inertes pouvant être recyclés (béton, parpaings, ...) ;
- Les cloisons en briques ou hourdis brique qui pourront être acheminés en décharge de classe 3 ;
- Les déchets de plâtre à diriger vers des sites de classe 2 ;
- Les déchets de bois pouvant être recyclés ;
- Le verre ;
- Les déchets verts.

L'ensemble des déchets sera évacué et réparti dans les bennes appropriées. Le soumissionnaire indiquera les moyens de manutention des déchets de déconstruction à l'intérieur des niveaux et les moyens de descente des matériaux.

### **ARTICLE DEC/5.- EXECUTION DES REMBLAIS**

La partie supérieure des terrassements sera compactée par tous les moyens adaptés de manière à obtenir une densité sèche égale à 95 % de celle obtenue à l'essai Proctor Modifié.

Des contrôles de portance seront effectués à la charge du titulaire, sous la surveillance du Maître d'œuvre (essais à la plaque ou mesures de déflexion).

La classe de portance minimale de la plateforme recherchée à la réception par essai à la plaque ou essai de déflexion sous essieu de 6 T, sera PF1 ce qui correspond à un module dynamique de 20 Mpa minimum.

En fonction des résultats obtenus, l'entreprise réalisera autant que de besoin les travaux nécessaires à l'obtention du résultat demandé (mise en œuvre de matériaux granulaires ou traitement de la couche de forme).

#### **5.1.- Zones démolies**

Pour les zones de démolitions, les travaux comprendront :

- Le remblaiement des trous par une multitude de couches de concassés (granulométrie 0/63) issus des démolitions ;
- Le compactage des différentes couches.

#### **5.2.- Zone voirie**

Pour les zones circulables par les véhicules, les travaux comprendront :

- Le remblaiement des trous par une multitude de couches de concassé calcaire de type routier ;
- Le compactage des différentes couches ;
- La fourniture et la mise en œuvre d'une couche d'imprégnation en bitume ;
- La fourniture et la mise en œuvre d'une couche de surface de type enrobé chaud d'épaisseur 5 cm minimum.

### **5.3.- Zones espaces verts**

Pour les zones espaces vert, les travaux comprendront :

- La remise en place des terres excavées sur site sur une épaisseur minimale de 30cm.

L'entrepreneur veillera à compacter de façon adaptée les terres afin d'éviter les affaissements de terrain dus au tassement des matériaux

**NOTA** : Le niveau fini devra être homogène par rapport aux abords des zones de travaux.